

No. 28600

**UNITED NATIONS
and
MOROCCO**

Exchange of letters constituting an agreement concerning the privileges and immunities of the United Nations Observer Mission for the referendum in Western Sahara (MINURSO). New York, 13 December 1991 and Rabat, 15 January 1992

Authentic text: French.

Registered ex officio on 15 January 1992.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
et
MAROC**

Échange de lettres constituant un accord relatif aux privilèges et immunités de la Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). New York, 13 décembre 1991, et Rabat, 15 janvier 1992

Texte authentique : français.

Enregistré d'office le 15 janvier 1992.

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE MAROC RELATIF
AUX PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE LA MISSION DES
NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION D'UN RÉFÉREN-
DUM AU SHAHARA OCCIDENTAL (MINURSO)

I

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 13 décembre 1991

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 690 (1991) du 29 avril 1991² par laquelle le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de créer, sous son autorité, une Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (ci-après appelée « MINURSO »), dont le mandat est énoncé dans le document S/22464, approuvé par le Conseil le 29 avril.

Afin de permettre à la MINURSO de s'acquitter sans retard de son mandat et en attendant la conclusion d'un Accord complet et détaillé sur le statut de la MINURSO et de son personnel, je propose que, conformément aux termes de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies, votre Gouvernement accorde à la MINURSO, en tant qu'organe des Nations Unies, à ses biens, fonds et avoirs et à son personnel, les privilèges et immunités prévus dans la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies³, à laquelle le Maroc a adhéré le 18 mars 1957⁴.

En conséquence, je propose que votre Gouvernement accorde :

Au Représentant spécial, au Représentant spécial adjoint et à d'autres fonctionnaires de haut rang de la MINURSO, les privilèges et immunités, exemptions et facilités dont jouissent les envoyés diplomatiques conformément au droit international;

Aux membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies affectés à la MINURSO les privilèges et immunités énoncés dans les articles V et VII de la Convention;

Aux membres de la MINURSO, y compris les observateurs militaires et leur personnel civil d'appui, dont les noms seront communiqués à cette fin au Gouvernement, les privilèges et immunités accordés aux experts en mission pour les Nations Unies conformément à l'article VI de la Convention.

¹ Entré en vigueur à titre rétroactif le 5 septembre 1991, soit la date de l'arrivée du premier élément de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) dans les emplacements désignés nécessaires à la conduite des opérations de la MINURSO dans la zone de la mission, conformément aux dispositions desdites lettres.

² Nations Unies, *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-sixième année, Résolutions et Décisions du Conseil de sécurité (S/INF/47)*, p. 37.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 15.

⁴ *Ibid.*, vol. 261, p. 373.

Les privilèges et immunités nécessaires à la MINURSO pour qu'elle s'acquitte de ses fonctions comprennent également :

- i) La liberté d'entrer et de sortir sans restriction, sans délai et sans obstacle de son personnel, biens, fournitures, équipement, pièces de rechange et moyens de transport, y compris l'obtention expéditive de visas d'entrée et de sortie, étant bien entendu que seul le Représentant spécial et les membres de la MINURSO munis des cartes d'identité pertinentes des Nations Unies et qui reçoivent du Représentant spécial des instructions à cet effet, ont le droit d'entrer dans la zone de la mission, d'y séjourner et d'en repartir;
- ii) La liberté de mouvement sans restriction sur terre, air et mer pour les biens, fournitures, équipement, pièces de rechange et moyens de transport, compte tenu des dispositions de l'alinéa i qui précède;
- iii) Le droit d'arborer le drapeau des Nations Unies dans ses locaux et postes d'observation utilisés dans le cadre de ses fonctions dans la zone de la mission, ainsi que sur ses véhicules et aéronefs;
- iv) La reconnaissance de l'immatriculation des Nations Unies des moyens de transport sur terre, air et mer et des permis de conduire et de piloter délivrés par les Nations Unies;
- v) Le droit illimité de communiquer par radio, satellite ou toute autre forme de communication, y compris des messages codés à l'intérieur de la zone d'opération et celui de se relier avec le réseau radio et satellite des Nations Unies, ainsi que par téléphone, télégraphe ou tout autre moyen. La MINURSO bénéficiera des facilités de communication prévues à l'article III de la Convention pour l'accomplissement de ses fonctions telles qu'établies par le Conseil de sécurité dans sa résolution 690 (1991); et
- vi) Le droit de prendre les dispositions voulues pour faire assurer par ses propres moyens le tri et l'acheminement de la correspondance privée destinée aux membres de la MINURSO ou envoyée par eux. Le Gouvernement du Maroc est informé de la nature de ces dispositions et n'entrave ni ne censure la correspondance de la MINURSO ou de ses membres.

Il est entendu que le Gouvernement du Maroc fournira, sans qu'il en coûte aux Nations Unies, et en accord avec le Représentant spécial, les terrains et locaux nécessaires pour l'accomplissement des fonctions de la MINURSO et le logement de ses membres. Tous ces terrains et locaux seront inviolables et soumis à l'autorité et au contrôle exclusifs des Nations Unies.

Sans préjudice de l'utilisation par les Nations Unies de ses propres moyens de transport et de communication, il est entendu que votre Gouvernement fournira, lorsqu'il y aura lieu et à la demande du Représentant spécial, et sans qu'il en coûte aux Nations Unies, tout moyen de transport et de communication nécessaire à des fins d'utilisation officielle de la MINURSO.

On s'attend également à ce que le Gouvernement du Maroc fournisse à la MINURSO, lorsqu'il y aura lieu et à la demande du Représentant spécial, les cartes et autres éléments d'information, concernant notamment l'emplacement des champs de mines ainsi que d'autres dangers et obstacles, qui pourront être utiles pour faciliter ses tâches et mouvements. A la demande du Représentant spécial, des escortes armées seront fournies pour protéger le personnel de la MINURSO pen-

dant l'exercice de ses fonctions lorsque, de l'avis du Représentant spécial, de telles escortes sont nécessaires.

La MINURSO et ses membres sont tenus de s'abstenir de tous actes ou activités incompatibles avec le caractère impartial et international de leurs fonctions ou contraires à l'esprit du présent Accord. Le Représentant spécial prendra toutes les dispositions voulues pour assurer le respect de ces obligations.

Le Gouvernement du Maroc s'engage à respecter le statut exclusivement international de la MINURSO.

Si vous approuvez ces dispositions, je proposerai que la présente lettre et la confirmation écrite de votre acceptation de ces dispositions représentent un accord entre les Nations Unies et le Maroc, qui entrera en vigueur à la date de l'arrivée du premier élément de la MINURSO dans les emplacements désignés nécessaires à la conduite des opérations de la MINURSO dans la zone de la mission.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

[Signé]

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

Son Excellence Monsieur Abdellatif Filali
Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
du Royaume du Maroc
Rabat

II

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION
LE MINISTRE D'ÉTAT

Rabat, le 15 janvier 1992

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur d'accuser réception, ce jour, de votre lettre datée du 13 décembre 1991 et ainsi libellée :

[Voir lettre I]

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement marocain sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères
et de la Coopération,

[Signé]

ABDELLATIF FILALI

Son Excellence Monsieur Boutros Boutros-Ghali
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT¹
BETWEEN THE UNITED NATIONS AND MOROCCO CON-
CERNING THE PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE
UNITED NATIONS OBSERVER MISSION FOR THE REFEREN-
DUM IN WESTERN SAHARA (MINURSO)

I

THE SECRETARY-GENERAL

13 December 1991

Sir,

I have the honour to refer to resolution 690 (1991) of 29 April 1991,² in which the United Nations Security Council resolved to establish, under its authority, a United Nations Mission for the Referendum in Western Sahara (hereinafter referred to as "MINURSO"), the mandate of which is set forth in document S/22464, adopted by the Council on 29 April.

With a view to enabling MINURSO to fulfil its mandate without delay and while awaiting the conclusion of a full and detailed Agreement on the status of MINURSO and its staff, I propose that, in accordance with the provisions of Article 105 of the Charter of the United Nations, your Government should accord to MINURSO, as a United Nations body, to its property, funds and assets and to its staff, those privileges and immunities set forth in the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations,³ to which Morocco acceded on 18 March 1957.⁴

Accordingly, I propose that your Government should accord:

To the Special Representative, the Deputy Special Representative and other senior staff members of MINURSO those privileges and immunities, exemptions and facilities enjoyed by diplomatic envoys in accordance with international law;

To the staff members of the United Nations Secretariat assigned to MINURSO, those privileges and immunities set forth in articles V and VII of the Convention;

To the staff members of MINURSO, including military observers and their civilian support staff, whose names shall be transmitted to the Government for that purpose, those privileges and immunities accorded to experts on missions for the United Nations, in accordance with article VI of the Convention.

¹ Came into force retroactively on 5 September 1991, i.e., the date of the arrival of the first element of the United Nations Mission for the Referendum in Western Sahara (MINURSO) at the designated locations required for MINURSO operations in the mission area, in accordance with the provisions of the said letters.

² United Nations, *Official Records of the Security Council, Forty-sixth year, Resolutions and Decisions of the Security Council (S/INF/47)*, p. 35.

³ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1, p. 15 and vol. 90, p. 327 (corrigendum to vol. 1, p. 18).

⁴ *Ibid.*, vol. 261, p. 373.

The privileges and immunities required to enable MINURSO to discharge its functions shall also include:

- (i) Unrestricted freedom to bring in or take out, without delay or interference, its staff, goods, supplies, equipment, spare parts and means of transport, and the expeditious granting of entry and exit visas, it being understood that only the Special Representative and MINURSO staff members who are in possession of the appropriate United Nations identity cards and who receive instructions to that effect from the Special Representative shall have the right to enter, remain in and leave the Mission zone;
- (ii) Unrestricted freedom of movement by land, air and sea of goods, supplies, equipment, spare parts and means of transport, taking into account the provisions of subparagraph (i) above;
- (iii) The right to fly the United Nations flag on its premises and observation posts used in connection with its functions in the Mission zone, and on its vehicles and aircraft;
- (iv) Recognition of United Nations licence plates and markings on vehicles, aircraft and ships, and of driver's and pilot's licences issued by the United Nations;
- (v) The right to communicate, without restriction, by radio, satellite or any other form of communication, including coded messages within the operational zone, to establish links with the United Nations radio and satellite network, and to communicate by telephone, telegraph or any other means. MINURSO shall enjoy the communications facilities provided for in article III of the Convention in order to discharge its functions as established by Security Council resolution 690 (1991); and
- (vi) The right to make the necessary arrangements, through its own means, for the handling and dispatch of private correspondence intended for or sent by MINURSO staff. The Government of Morocco shall be informed of the nature of those arrangements and shall not intercept or censure the correspondence of the Mission or of its staff.

It is understood that the Government of Morocco shall provide, without cost to the United Nations, and in agreement with the Special Representative, the land and premises necessary for the discharge of the functions of MINURSO and the accommodation of its staff. All such land and premises shall be inviolable and shall be subject solely to the authority and control of the United Nations.

Without prejudice to the use by the United Nations of its own transportation and communications facilities, it is understood that your Government shall provide, when necessary and at the request of the Special Representative, without cost to the United Nations, any transportation and communications facilities necessary for the official use of MINURSO.

It is also expected that the Government of Morocco shall provide to MINURSO, when necessary and at the request of the Special Representative, maps and other information, particularly regarding the location of minefields, and other dangers and obstacles, to enable it to carry out its duties and facilitate its movements. At the request of the Special Representative, armed escorts shall be provided to protect the staff of MINURSO in the performance of its functions, if in the view of the Special Representative such escorts should be necessary.

MINURSO and its staff members shall be required to refrain from any acts or activities incompatible with the impartial and international character of their functions or contrary to the spirit of this Agreement. The Special Representative shall make all the necessary arrangements to ensure respect for such obligations.

The Government of Morocco shall undertake to respect the exclusively international status of MINURSO.

If you approve of these provisions, I propose that this letter and the written confirmation of your approval thereof shall constitute an agreement between the United Nations and Morocco, which shall enter into force on the date of arrival of the first component of MINURSO at the designated locations necessary for the conduct of MINURSO operations in the Mission zone.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

JAVIER PÉREZ DE CUELLAR

His Excellency Mr. Abdellatif Filali
Minister for Foreign Affairs and Cooperation
of the Kingdom of Morocco
Rabat

II

KINGDOM OF MOROCCO
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND COOPERATION
MINISTER OF STATE

Rabat, 15 January 1992

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt today of your letter of 13 December 1991, which reads as follows:

[See letter I]

I have the honour to confirm the agreement of the Moroccan Government to the foregoing.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

ABDELLATIF FILALI
Minister of State for Foreign Affairs
and Cooperation

His Excellency Mr. Boutros Boutros-Ghali
Secretary-General of the United Nations
New York
